

Mon 19/04/2010 09:38:21

Version française | FAQ | The content of this site | Contact | About

Gateway of Government Prime Minister's Office

Welcome

Current events

PM's Office

Government

Documentation

Press Room

 The Prime Minister


Important Files

Governance and fight against
corruption

Economy

Others papers

Cameroon

Presentation

Population

Administrative organization

Political landscape

History

Economy

Arts and culture

Local cuisine

Justice

Tourism

Research and Development

Entry and stay in Cameroon

Subscription

Décision n°009/MSP/CAB du 14 janvier 2005
complétant les dispositions de la décision n° 468 bis/MSP/CAB du 24 septembre 2004
fixant la nouvelle tarification des protocoles de première ligne de prise en charge
des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) par les antirétroviraux (ARV)
et des examens de suivi biologique du Cameroun

Le ministre de la Santé Publique décide :

Article 1^{er} : La présente décision (complète les dispositions de la décision N° 468 bis/MSP/CAB du 24 septembre 2004 fixant la nouvelle tarification des protocoles de première ligne de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/Sida (PVVS) par antirétroviraux (ARV) et des examens de suivi biologique au Cameroun.

SECTION DE LA NOUVELLE TARIFICATION

Article 2 : Des ARV adultes

(1) La prescription des protocoles de première ligne aux prix publics de trois mille (3 000) FCFA ou de sept mille (7 000) FCFA par mois et par malade est selon le cas, impérative.

(2) Chez des patients ayant des contre-indications aux Inhibiteurs Non Nucléosidiques de la Reverse Transcriptase (INNRT) ou dans des situations cliniques particulières, un inhibiteur des protéases (IP) pourra être prescrit, sans que le coût n'excède sept mille (7 000) FCFA par mois et par malade.

(3) Les protocoles de deuxième ligne sont également subventionnés et délivrés au prix maximum de sept mille (7 000) FCFA, par mois et par malade.

Article 3 : Des ARV enfants

(1) Les ARV destinés aux enfants âgés de 0 à 15 ans, quelle que soit la forme galénique (comprimés, sirop, suspension, gélule), sont gratuits sur toute l'étendue du territoire national ;

(2) Les grands enfants éligibles aux ARV sous forme de comprimés ou gélules seront tous pris en charge dans le groupe des indigents.

Article 4 : Des ARV dans les cas d'accidents d'exposition et de violences sexuelles

(1) Le traitement prophylactique des victimes d'accidents d'exposition au sang et aux liquides biologiques par les ARV est gratuit.

(2) En cas de violences sexuelles, le traitement prophylactique des victimes par les ARV est gratuit.

Article 5 : Des traitements des infections opportunistes

(1) Le traitement prophylactique des infections opportunistes par le Cotrimoxazole est gratuit.

(2) Le traitement de la toxoplasmose cérébrale par Sulfadiazine, Clindamycine, Pyriméthamine et Acide folinique est gratuit.

(3) Le traitement de la Candi dose oesophagienne par le Fluconazole est gratuit.

SECTION II DE LA PRESCRIPTION

Article 6 : Toute prescription des ARV doit se faire au sein du comité thérapeutique sur ordonnancier à code, propre à la structure.

Article 7 : Pour tout patient initialement traité par un inhibiteur de protéase sans contre-indication aux INNRT et dont la charge virale est indétectable après au moins 6 mois de traitement, le médecin prescripteur devra procéder, au remplacement de l'IP par un INNRT dans les meilleurs délais possibles.

Article 8 : Dans les centres de traitement agréés, les centres de traitement affiliés et unités de prise en charge, il est rappelé que la proportion des PVVS indigentes adultes ne doit pas dépasser 10 % du nombre total des malades pris en charge dans la structure.

SECTION III DE LA DOCUMENTATION ET DE LA TRAÇABILITE DES ACTES

Article 9 : Chaque structure de prise en charge tiendra les documents suivants :

- un registre des malades sous protocole ARV de première ligne précisant ceux sous protocole de 3000 FCFA et ceux sous protocole de 7000 FCFA ;
- un registre des malades sous protocole. ARV de deuxième ligne ;
- un registre des malades sous cotrimoxazole ;
- un registre des malades traités pour la cryptococcose et la toxoplasmose cérébrale ;

Research

GO

 Write to Prime Minister

Speeches

President of the Republic

Prime Minister

Directory

Place an advertisement

List of Directory

Forum

Economic and Financial
Policy

Quality of life

Rural development

Social policy

External policy

The woman

General policy

Diaspora

Cameroonian of the diaspora

Ideas and suggestions

Institutional Sites

Presidency of the Republic

- un registre des enfants sous traitement ARV ;
- un registre des malades indigents.

Article 10 :

(1) Au niveau de la pharmacie de chaque structure de prise en charge les documents à tenir sont les suivants :

- un registre des malades sous protocole a, ARV de première ligne précisant ceux sous protocole de 3000 CFA et ceux sous protocole de 7000 FCFA ;
- un registre des malades sous protocole ARV de deuxième ligne ;
- un registre des enfants sous ARV ;
- un registre des malades sous cotrimoxazole ;
- un registre des malades indigents.

(2) Les registres pour les malades sous cotrimoxazole, traités pour la cryptococose et la toxoplasmose cérébrales ainsi que celui des malades indigents doivent comporter a les quantités servies et les émargements des bénéficiaires ou leurs accompagnateurs dûment identifiés par le biais d'une pièce officielle.

Article 11 :

(1) Au niveau du laboratoire de A chaque structure de prise en charge, le document à tenir est le suivant: un registre des malades sous ARV bénéficiant de la subvention du paquet d'exams semestriels de suivi biologique.

(2) Le registre doit comporter la date des exams et les émargements des bénéficiaires ou leurs accompagnateurs dûment identifiés par le biais d'une pièce officielle.

Article 12 : Les structures de prise en charge b y compris les sites PTME doivent s'approvisionner en ARV et en médicaments des infections opportunistes auprès du CAPP selon les modalités habituelles.

Article 13 : Chaque responsable de formation, sanitaire agréée adressera la synthèse mensuelle des statistiques de dispensation des ARV, des médicaments des infections opportunistes et des bilans biologiques de suivi semestriel de manière mensuelle, au secrétariat technique du bénéficiaire principal avec copie à la direction de la lutte contre la maladie (DLM) et au groupe technique central du comité national de lutte contre le Sida.

Article 14 : Chaque délégué provincial adressera les statistiques de dispensation des ARV, des médicaments des infections opportunistes, des bilans biologiques de suivi semestriel de manière mensuelle, au secrétariat technique du bénéficiaire principal avec copie à la direction de la lutte contre la maladie (DLM) et au Groupe technique central du Comité-national de lutte contre le Sida.

Article 15 : En ce qui concerne les hôpitaux généraux, centraux et assimilés, leurs statistiques sont directement adressées au secrétariat technique du bénéficiaire principal avec copie à la DLM au DPSP et au GTC/CNLS.

Article 16 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente décision.

Article 17 : Le directeur de la lutte contre la maladie, le directeur de l'Organisation des soins et de la technologie sanitaire, le directeur de la pharmacie et du médicament, le secrétaire permanent du groupe technique central du Comité national de lutte contre le Sida, l'Observatoire national des prix des ARV sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application de la présente décision qui sera enregistrée publiée et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 14 janvier 2005

Le ministre de la Santé publique,
(é) **Urbain OLANGUENA AWONO**